



Presse Internationale

mensuel – n°49 – juin 2007 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.litci.org - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

Quelles sont les tâches pour les révolutionnaires au Venezuela ?

p. 10



Le 17 juin - 14h30 - Gare du Midi - Bruxelles :

p.5

Tous à la Manif Nationale des Sans-papiers

Le 10 juin :

p.2

Travailleur, votez travailleur

Aussi dans ce numéro :

Restructurations... p.3

France : le troisième tour p.8

Qu'est-ce que le trotskysme ? p.16



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Le 10 juin : travailleur, votez travailleur !

Les travailleurs en Belgique, qu'ils soient avec ou sans emploi, francophones ou néerlandophones, avec ou sans papiers, manquent cruellement d'une organisation politique propre qui défend réellement leurs intérêts, leurs intérêts de classe. Et le choix lors des élections du 10 juin, autre que celui de formations marginales, se limite à des partis complètement intégrés dans les rouages de la politique de la bourgeoisie. A l'approche des élections, la « socialiste » Onkelinx promet ainsi « *d'assouplir la notion d'emploi convenable* » et en appelle à une nouvelle réforme fiscale et à des réductions des charges sociales beaucoup plus drastiques. De quoi ravir le patronat qui, par la voix de J-L Davoise, félicite la vice-première ministre : « *Tous les points qu'elle soulève sont intéressants. Et, bien souvent, je me suis dit que si sa couleur était le bleu, ce serait pareil* ». D'autre part, selon J.M. Delvaux, « *Ecolo, en octobre, s'est autant allié au PS qu'avec le MR et le CDH* ».

Pour la direction du PTB, il s'agit de « *cesser d'être le plus grand des petits partis pour devenir le plus petit des grands* », et dans ce sens, le but est de continuer à gagner de nouveaux postes. Pour d'autres formations de la gauche radicale, il s'agit de suivre le modèle d'un « parti des travailleurs » comme Rifondazione Comunista en Italie, qui participe au gouvernement de Prodi et soutien l'occupation militaire en Afghanistan, d'Izquierda Unida en Espagne qui soutient Zapatero ou du Socialistische Partij aux Pays-Bas, pour qui « *les demandeurs d'asile qui n'ont pas de droit d'accueil aux Pays-Bas doivent rentrer chez eux* ».

Le besoin de notre classe de s'organiser politiquement ne se résout pas dans les urnes. Pour accomplir cette tâche, il n'y a pas de secret ni de raccourci. C'est dans la mobilisation des travailleurs, dans les luttes de tous les jours, dans les luttes immédiates, grandes et petites, que la confiance des travailleurs doit être gagnée pour qu'ils s'organisent pour prendre leur destin en main ; qu'ils s'organisent pour construire ensemble un autre projet de société, où la classe ouvrière et les exploités prennent le pouvoir afin de

construire le socialisme. Cette perspective est la base du programme de la Ligue Communiste des Travailleurs, la raison d'être de notre parti. Comme disait déjà Karl Marx : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

Le plus grand obstacle pour faire avancer cette tâche est la haute bureaucratie syndicale, qui se soucie d'abord de « contrôler les troupes » et de trouver une « solution raisonnable » aux conflits en négociant une prime de départ un peu plus élevée, en négociant à huis clos avec les patrons sans même convoquer les travailleurs à une assemblée, comme lors de la grève de VW où ils disaient que les travailleurs n'avaient qu'à regarder la télé pour savoir où on en est. Avec une telle direction, il est impossible de défendre de manière conséquente les intérêts des travailleurs, sans parler d'une confrontation avec le système capitaliste autre que dans l'un ou l'autre discours le premier mai.

C'est dans ces limites qu'auront lieu les élections législatives fédérales ce 10 juin. C'est dans ce cadre qu'il faudra profiter de l'occasion pour discuter avec les travailleurs et pour faire passer un message. Nous invitons les travailleurs à rejeter catégoriquement les listes de la bourgeoisie, même si elles s'appellent encore « socialistes » ou affichent une opposition sous l'étiquette écologiste, même si elles proposent des candidatures de personnes honnêtement engagées dans les luttes et que nous pouvons beaucoup apprécier personnellement. Ces dernières ne font qu'augmenter encore, effectivement, les illusions que certains travailleurs ont encore dans les partis des patrons.

La Ligue Communiste des Travailleurs invite les travailleurs à choisir dans les listes de la gauche radicale, à gauche du PS et d'Ecolo, des candidats qui défendent l'emploi plutôt que des « primes », qui organisent nos luttes au jour le jour, sur le terrain, et qui ont montré clairement qu'ils sont disposés à combattre contre la bureaucratie syndicale et à construire une organisation autonome et démocratique de tous les travailleurs.

Renault, Ford, VW, Opel, Meritor, ...et les travailleurs

Après la fermeture de Renault Vilvoorde en 1997, la restructuration de Ford Genk en 2003, celle de VW Forest fin 2006 qui a mené à une grève de sept semaines, l'annonce dernièrement de la suppression de 1400 emplois chez OPEL et l'arrêt du site de Ford par des sous-traitants dans le courant de ce mois d'avril, puis encore l'arrêt de VW-Audi Forest suite à la grève chez le sous-traitant Meritor, la bourgeoisie se demande si ce secteur a encore un avenir en Belgique.¹ C'est l'occasion d'y regarder un peu de plus près, du point de vue des travailleurs.

L'industrie automobile

Avec un chiffre d'affaire mondial de 2000 milliards d'euros en 2006,² comparable à toute la richesse produite en cette même année dans un pays comme la France, l'industrie automobile est un des secteurs clef de la production industrielle mondiale. C'est un peu une « vitrine » de ce que représente la production capitaliste. Au début du 20^{ème} siècle, le constructeur Henry Ford a été le premier à introduire le processus de production en chaîne de montage, et de ce fait une réduction des coûts de production par une économie d'échelle. Ce n'est qu'entre les deux guerres toutefois que le secteur automobile prendra son essor à l'échelle planétaire.

A partir de la crise pétrolière de 1973, cette production en grande série a mené à l'exacerbation d'une contradiction de la production capitaliste. Il ne suffit pas de produire, il faut également trouver des acheteurs, un *besoin solvable*. Marx synthétisait cela comme suit : « *La raison ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, devant la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société.* »³

La concurrence entre les différents producteurs devenant de plus en plus féroce, c'est de nouveau un producteur automobile, Toyota, qui a introduit une nouvelle organisation du travail, aujourd'hui généralisée aussi à d'autres secteurs : le *Toyotisme*. Celle-ci comprend premièrement le « just-in-time » ou le « flux tendu ». L'apport des éléments nécessaires pour la production du véhicule - que ce soit des matières premières ou des composants entiers pré-assemblés - s'effectue au moment précis de la fabrication, grâce, entre autres, au développement du travail par des fournisseurs en sous-traitance. Cela

permet, pour le constructeur de la marque, de diminuer le capital fixe nécessaire (le « stock zéro ») et d'augmenter ainsi son profit.

D'autre part, l'organisation du travail à l'intérieur de l'usine est repensée. Les chaînes de montages monotones cèdent la place à de petites équipes autour de machines robotisées, où doit régner la collaboration et la solidarité, la responsabilité de l'ensemble du « groupe » pour assurer l'objectif suprême de la « grande famille » : la production d'une voiture avec zéro défaut dans une ambiance de « paix sociale ». Taiichi Ohno, l'ingénieur qui a mis au point ce processus, explique : « *Chez Toyota, le concept d'économie est indissociable de la recherche de réduction des effectifs et de réduction des coûts.* »⁴ D'autre part, selon le président exécutif de la firme japonaise, « *Toyota tente toujours de promouvoir un sens de la crise parmi ses employés.* » et « *La réalité de la compétitivité féroce qui se déroule aujourd'hui est que si vous faites une pause, même un break assez court, vos rivaux vont vous dépasser. C'est la nature de la compétition.* »⁵

Les autres constructeurs ont toutefois vite fait d'implanter aussi ces « nouveautés », ce qui a fait perdre à Toyota son avantage relatif. Et la concurrence effrénée est repartie de plus belle, chaque capitaliste essayant de tirer la couverture de son côté. Avec le « stock zéro », la surproduction devient plutôt une surcapacité, mais chaque constructeur essaie de remplir sa capacité à lui et veut que *les autres* se décident à produire moins, ce qui se résume dans le fameux « être compétitif », valeur suprême devant laquelle les travailleurs devraient s'incliner. C'est dans ce cadre que l'on doit comprendre les incessantes « restructurations », notamment dans le secteur automobile. « *L'incitation à restructurer réside dans les surcapacités de l'industrie automobile. Les cons-*

tructeurs n'emploient environ que 78% de leurs capacités techniques. »⁶

Les restructurations

La concentration de plus en plus accentuée du capital est un aspect essentiel des restructurations. Les gros poissons mangent les petits. Dans les années 1990, VW a racheté Seat (Espagne) et Skoda (République tchèque), Renault a pris le contrôle de Nissan (Japon), Dacia (Roumanie) et Samsung (Corée), etc. Actuellement, 88% du marché mondial du secteur automobile est accaparé par 12 constructeurs.

Cette concentration permet tout d'abord aux grands groupes de monopoliser à leur profit les ressources contrôlées par l'Etat. Lors de l'annonce de la restructuration d'OPEL Anvers en avril dernier, Verhofstadt disait : « *Les autorités ne peuvent empêcher une société internationale de restructurer, mais nous ne sommes pas impuissants. Nous allons poursuivre le combat pour renforcer le secteur de l'assemblage automobile pour toutes les usines, y compris celle d'Anvers.* »⁷ Voyons ce « combat » de plus près. Cela fait dix ans que des réductions de charges sociales, c'est à dire du salaire indirect des travailleurs, sont accordées aux patrons. Depuis deux ans, le patronat du secteur automobile et le gouvernement ont constitué - avec la participation des directions syndicales - une « task force automobile » afin de peaufiner ces avantages, y compris sur le terrain de la législation du travail. La dernière en date est la réduction de charges liées au travail en équipe et au travail de nuit, une réduction augmentée de 10,7%. Récemment a été approuvée par la commission paritaire du secteur le régime « plus-minus conto », faisant suite à la loi-programme publiée dans le Moniteur en pleine grève chez VW Forest, le 28 décembre dernier. Ce régime vise à flexibiliser le temps de travail en fonction de la durée de vie du cycle de produc-

tion des nouveaux modèles (environ 6 ans).

La concentration du capital ne s'accompagne toutefois pas de la concentration des travailleurs dans les usines du groupe.⁸ Bien au contraire. Deux grandes manœuvres sont employées pour éviter cette conséquence qui pourrait faciliter l'organisation de notre classe.

D'une part, les différents sièges de production maintiennent leur autonomie juridique et d'organisation, et sont constamment « mis en concurrence » les uns contre les autres. Lors de chaque restructuration, on constate que la direction invoque les mêmes problèmes de « compétitivité » et emploie les mêmes menaces et chantages de fermeture, pour imposer ses plans.

D'autre part, la sous-traitance, une pratique de plus en plus développée comme l'expression moderne du toyotisme, permet de diviser les travailleurs qui contribuent à la fabrication d'un même produit final, la voiture prête à entrer au circuit de vente. Dans l'usine de VW-Forest, il y a des travailleurs qui y entrent avec le même badge de ceux de VW, occupent les mêmes installations, travaillent dans les mêmes endroits, mais avec des salaires et des conditions de travail complètement différentes, parce que ce sont des travailleurs de telle ou telle entreprise de sous-traitance. D'autre part, des sièges, des portes, et d'autres éléments d'une voiture sont fabriqués aux portes de l'usine, par des travailleurs qui n'ont rien à voir avec leurs camarades embauchés par VW. C'est une façon de diviser les travailleurs, d'augmenter la flexibilité et même, tout au bout de la chaîne, chez les sous-traitants des sous-traitants, d'employer du travail au noir ou des sans-papiers, sans aucun droit, sans aucune stabilité dans l'emploi. Le grand patron de VW finit par encaisser la sur-valeur engendrée par tous ces travailleurs, sans se responsabiliser légalement ni socialement de leur sort, et ne laissant que quelques miettes aux petits patrons intermédiaires.

La riposte des travailleurs

A chaque restructuration, les travailleurs mènent un combat, mais souvent, c'est en ordre dispersé. Contre l'unité de plus en plus étendue des grandes corporations, qui non seulement réunissent de plus en plus de capacité de production dans peu de mains, mais exercent aussi un contrôle serré sur toute la chaîne de sous-traitances qui contribue à la fabrication de la voiture, il est urgent d'opposer l'unité des travailleurs, de notre classe.

« On veut pas 40 euro
on veut du boulot »
des travailleurs de Meritor en grève

Il faut développer l'unité des luttes entre différentes entreprises du même groupe. Lors de la grève de VW-Forest, des syndicalistes de VW-São Paulo (Brésil) et de Seat (Espagne) ont manifesté leur solidarité. C'est le chemin à développer beaucoup plus.

Il faut développer la solidarité entre différentes usines de la branche. Les patrons de VW, Opel, Ford, etc. sont bien des concurrents, mais ils s'unissent contre les travailleurs pour démanteler nos lois du travail. Aux travailleurs de s'unir, entre eux. Une grève dans tout le secteur automobile peut barrer le chemin aux attaques contre nos acquis, peut freiner les licenciements, peut bloquer la flexibilisation grandissante.

Il faut développer la solidarité parmi tous les travailleurs qui contribuent à la fabrication d'un même produit, depuis les travailleurs de l'usine d'assemblage jusqu'au travailleur du dernier sous-traitant des sous-traitants.

La direction des luttes

Si la Belgique continue à être considérée comme un pays de choix par les investisseurs, ce n'est pas seulement à cause de la haute qualification de sa main d'œuvre. C'est aussi par ses « avantages fiscaux » de plus en plus poussés, et surtout, par la « stabilité sociale » qui y règne.

Au long des années de lutte, les travailleurs sont parvenus à se construire de grandes organisations, mais ces

organisations ont une direction qui, actuellement, est orientée essentiellement à *contrôler* les luttes, à les dévier vers des issues sans futur, à utiliser l'organisation comme un outil pour freiner les luttes plutôt que pour les diriger vers la victoire. Ce n'est pas étonnant que les patrons vantent nos syndicats pour leur rôle dans le « maintien de la paix sociale ». Tout récemment encore chez OPEL, le secrétaire politique de la FGTB Métal annonçait : « *Si on fait grève maintenant, GM aura beau jeu de dire que les ouvriers refusent son offre.* »⁹

Une des premières tâches des travailleurs est donc de récupérer une direction démocratique des organisations syndicales. A la suite de la grande lutte des Forges de Clabecq, une initiative a été prise dans ce sens, le Mouvement pour le Renouveau Syndical. Malheureusement, le mouvement est resté centré autour de cette usine et, après une longue bataille judiciaire pour défendre ses dirigeants, couronnée de succès, l'initiative même de combat contre la bureaucratie syndicale s'est éteinte. D'autres initiatives apparaissent dans l'une ou l'autre lutte, comme récemment encore chez VW ou de courageux militants dénonçaient la trahison de mettre en avant seulement les primes au lieu de se battre contre les licenciements, exigeaient des assemblées de tous les travailleurs et essayaient de promouvoir l'unité entre travailleurs de VW et travailleurs des sous-traitants. Mais il faut un combat généralisé, à partir des luttes concrètes et dans les luttes, pour avancer vers la construction d'une nouvelle direction dans les syndicats.

La Ligue Communiste des Travailleurs a cela comme point central dans son programme.

¹ www.agoria.be, L'assemblage auto a sa place en Belgique, 12/01/07 ² www.oica.net

³ Le Capital, t. 3, éd. sociales, Paris, 1976, p.446.

⁴ Taiichi Ohno, L'esprit Toyota, éd. Masson, Paris, 1989, p.65.)

⁵ Toyota, Annual Report 2006, p.10

⁶ Eddy Geysen, d'Agoria, dans Knack, 29/11/06

⁷ L'Echo, 18/04/07

⁸ Contrairement à la prévision de Marx

⁹ Le Soir, 19/04/07

Non à la discrimination des travailleurs de sous-traitants - même entreprise, même encadrement syndical
Responsabilité pénale des patrons pour tous les travailleurs actifs dans leur entreprise
Solidarité entre entreprises de la même branche, entre usines du même trust
Non aux « primes » qui tuent l'emploi. Non aux licenciements.
Pour une direction syndicale au service des luttes

Quelle régularisation après les élections ?

Depuis l'année passée, les programmes des différents partis politiques traditionnels parlent de plus en plus de « régularisation ». C'est un indice pour les quelques 150.000 travailleurs « sans-papiers » qui vivent dans la peur de la répression et dans la surexploitation. Si tous les partis parlent des sans-papiers, si ceux-ci sont invités à l'agenda des débats politiques, c'est uniquement grâce à leur mobilisation, les partis bourgeois sentant une sympathie dans la population pour ce secteur le plus exploité de notre classe, et donc un capital de votants. Ces partis répondent toutefois par de belles paroles qui, au vu de leurs agendas et les actes qu'ils posent réellement, ressemblent fort à de simples promesses électorales.

L'heure des promesses

A l'approche des élections, les partis politiques ne tarissent pas de promesses, chacun y va de sa proposition de régularisation. Quand aux contrôles et aux arrestations, on nous affirme que c'est pour lutter contre les marchands et sommeil et les quelques patrons « peu scrupuleux ». On veut nous faire croire que les partis politiques veulent décidément en finir avec la misère dans laquelle sont plongés des dizaines de milliers de travailleurs sans papiers. Analysons de plus près leurs propositions.

Le PS « demande que soient régularisés les étrangers qui ont introduit une demande d'asile ou de regroupement familial depuis plus de 3 ans » ainsi que des « étrangers qui ont développé en Belgique des attaches sociales durables (séjour de 5 ans dans notre pays) »¹. De plus, ce parti veut mettre en place une commission permanente de régularisation.

C'est ce type de propositions qu'ils avaient défendu en juillet 2006 mais qu'ils ont abandonné sous prétexte de manque d'une majorité dans le gouvernement. Dans les faits, le PS a voté pour la loi de réforme d'asile et celle du conseil d'Etat, avec les libéraux. De plus, au mois de mars 2006, en pleine ascension de la mobilisation, le PS et ses parlementaires, dont M. Boukourna, avaient voté contre l'urgence de la discussion parlementaire sur la question des sans papiers !

Une autre proposition du PS est de « rénover et humaniser les centres fermés », mais à aucun moment ils ne dénoncent leur existence ni exigent leur fermeture. Il y a là une certaine logique car le PS, autant que

les sociaux chrétiens du CDH, ont fait partie des gouvernements qui ont construit et mis en place les centres fermés depuis 1988.

Quant au parti Ecolo, il dénonce dans son programme 2007 le bilan de la politique migratoire du gouvernement actuel et rappelle que lors de la précédente législature, « grâce à la participation d'Ecolo [dans le gouvernement], une opération de régularisation de plus de 50.000 sans-papiers, hommes, femmes et enfants ainsi qu'une simplification des procédures d'accès à la nationalité belge » a pu être menée à bien. Ensuite, il y a une série de propositions dont l'axe central est de définir des « critères clairs et permanents » et d'humaniser la procédure. Voyons ce qu'il en est.

Tout d'abord, la régularisation de 1999 n'a pas été obtenue « grâce à Ecolo » mais grâce à la lutte des sans-papiers. Ecolo veut nous faire oublier que sous le gouvernement auquel ils ont participé de 1999 à 2003, de nombreux accords ont

été signés pour faciliter les expulsions. En effet, les pays du Bénélux (Pays-Bas, Luxembourg et Belgique) ont signé un accord relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier avec la Hongrie, la Lituanie, la Roumanie et l'Estonie, mentionnant même que « Les coûts directs de séjour d'un étranger qui se trouve en centre fermé s'élèvent à en moyenne 30 euros par jour. Il est donc important de pouvoir renvoyer le plus rapidement possible l'étranger illégal concerné vers son pays d'origine. »² Et quand, dès octobre 1999, l'expulsion par charter de tziganes se déroule, Ecolo ne fait rien d'autre que des « questions parlementaires ».

Concernant ses propositions, Ecolo avait introduit la loi UDEP et revendique toujours une loi avec des « critères clairs et permanents », ce qui est défendu également par le PTB, le CIRE et le FAM. Mais cette loi, qui a été la principale revendication du mouvement n'a finalement pas été adoptée. Durant tout



le printemps 2006, ces organisations nous ont fait croire que seul le parlement apporterait une solution, qu'il fallait une loi. La loi UDEP a été écartée d'un revers de la main par les parlementaires et ensuite la police a évacué l'église Notre Dame Immaculée à Anderlecht. La défaite politique au parlement, la répression, ainsi que la désillusion des sans-papiers qui avait placé tous leurs espoirs entre les mains des parlementaires ont fortement affaibli le mouvement.

Aujourd'hui, en pleine campagne électorale, l'idée d'une loi refait surface. Il faudrait être « responsable » et élaborer des propositions sérieuses. Une carte blanche,³ signée par SOS Migrant et un collectif de personnalités politiques du PS, CDH et d'Ecolo reflète bien cette orientation stratégique. Les auteurs se réjouissent de ces projets qui vont tous « dans le sens d'une humanisation des procédures et de l'accueil, et d'une meilleure écoute des migrants et des réfugiés eux-mêmes. » Ils estiment que « la prochaine majorité parlementaire devra faire des propositions claires et positives. » Et dans leurs conclusions ils proposent de participer à ce débat. Il s'agirait de faire, encore une fois, confiance dans les bonnes intentions des différents partis qui, pourtant, ne proposent que d'« humaniser » et non de supprimer la politique de discrimination qui organise l'illégalité.

Les partis bourgeois nous font croire que la seule possibilité d'obtenir gain de cause est d'avoir des parlementaires pour défendre nos intérêts en « négociant » au parlement. Entre-temps, ils cautionnent les politiques actuelles et quand ils n'obtiennent rien dans leurs négociations, ils pleurnichent en disant que c'est la faute au manque de majorité. En fait, ce qu'ils ne disent pas, c'est que toutes les victoires ont été arrachées malgré même des majorités « hostiles », grâce à la mobilisation et au rapport de force imposé par le mouvement. Loin d'un quelconque « agenda politique », qui peut nous faire attendre pendant des mois sans rien faire, notre terrain n'est pas le parlement mais celui de la rue, la lutte quotidienne étant notre seule garantie de victoires.

Le véritable rôle des partis bourgeois

Au-delà des discussions en Belgique, notons le vote au parlement européen

pour la mise en place d'« équipes d'intervention rapide aux frontières », donnant plus de moyens à l'agence FRONTEX pour surveiller et réprimer les migrants aux portes de l'Europe. Le vote a eu lieu à une écrasante majorité car tous les Etats ont le même intérêt en matière d'immigration : maintenir les migrants dans un climat de peur en alimentant une répression sévère.

En Belgique, si la réforme de Dewael est passée, c'est que le gouvernement belge applique les décisions des institutions européennes dans lesquelles il participe activement. Pour ne citer que quelques éléments, cette réforme a durci les conditions de regroupement familial (en augmentant l'âge des demandeurs de 18 à 21 ans, en imposant des conditions de « logement suffisant », l'accès à une assurance maladie, etc.) et précarisé le droit de séjour (si auparavant la règle était la durée illimitée, aujourd'hui « sauf prévision expresse inverse, l'autorisation de séjour est donnée pour une durée limitée »), etc. Et un élément en ce qui concerne la procédure d'asile a été de limiter les recours au conseil d'Etat, ce qui a comme conséquence directe d'augmenter le taux de refus, et donc d'avis d'expulsions ! C'est autant de personnes qui plongeront dans la clandestinité totale, alimentant ainsi le marché du travail illégal.

Le véritable objectif du gouvernement n'est pas de régulariser, comme on entend ces temps-ci, mais bien de maintenir et de durcir la politique actuelle envers les immigrés. En politique, ce ne sont pas les discours qui comptent, mais les actes. En effet, les partis peuvent faire des promesses mais comment justifient-ils leur présence dans un gouvernement qui expulse des dizaines de sans-papiers par jour ? Les arrestations se déroulent dans les communes où ils siègent !

L'explication est que le gouvernement et les autres institutions de l'Etat protègent et servent les intérêts des patrons, qui ne demandent pas mieux que de disposer d'une main d'œuvre dépourvue de droits sociaux, politiques et syndicaux. En effet, pourquoi, lors des contrôles sur les chantiers, c'est toujours les travailleurs sans papiers qui sont les victimes et rarement les employeurs ? Quant le patron ne risque qu'une

amende, le travailleur sans papiers, lui ainsi que sa famille, risquent l'expulsion immédiate. Et pourquoi sanctionner le travailleur sans papiers ? Pourquoi ne pas le régulariser afin de le protéger à l'avenir des dangers du travail au noir ? Ou afin de garantir une contribution de ce travail dans la caisse de la sécurité sociale ? Par la pratique quotidienne, nous voyons que le gouvernement ne veut pas régulariser, car la main d'œuvre des sans-papiers arrange bien les patrons, la bourgeoisie. Ceci est valable pour la Belgique mais également pour toute l'Europe.

Le piège des critères

Pour maintenir des personnes dans l'illégalité et produire ainsi des travailleurs sans papiers, le gouvernement entretient **une division dans notre classe selon le lieu de naissance**. Il serait « normal » de persécuter et surexploiter une catégorie de travailleurs sous le seul prétexte d'être nés dans un pays dominé par l'impérialisme européen ou américain. Grâce à cela, le travail au noir fleurit au plus grand bénéfice des patrons (dans le bâtiment, on estime à plus de 20% les travailleurs engagés en noir).

Voilà la division fondamentale qui maintient les travailleurs avec papiers à l'écart des travailleurs sans papiers, même quand ils se côtoient sur le même chantier. Le travailleur « légal » peut, dès lors, voir son frère dit « illégal » avec méfiance, comme un « voleur de travail ». Mais en fait, la concurrence n'est déloyale qu'à condition qu'un travailleur soit maintenu dans cette « illégalité », c'est à dire exclu de tous droits. Cette méfiance profite précisément au patronat et à son gouvernement, par la vieille tactique du **diviser pour régner**. C'est contre cette logique d'exclusion des droits sociaux qu'une banderole à la manif nationale du 19 mai indiquait très correctement : « nous voulons payer nos impôts ».

En plus de créer cette division entre les travailleurs réguliers et illégaux, quand la pression de la lutte devient politiquement gênante, les partis de la bourgeoisie, de la majorité et de l'opposition, aidés par des associations telles que le CIRE et le FAM, divisent le mouvement en essayant de le canaliser, en proposant comme seule alternative d'énumérer des critères qui ont comme

objectif principal de désigner quels sont ceux qui ne peuvent pas être régularisés. Enfin, le CIRE et le FAM ont boycotté la manifestation nationale de l'UDEP ce 19 mai dernier en insistant sur leur appel, encore quelques jours avant, pour « leur » manifestation du 17 juin, en plus de n'avancer que la revendication très vague de « régularisation juste ».

Au sein du mouvement, le débat se déroule sur les revendications à avancer. Souvent la discussion sur des critères revient sur la table et provoque de longs débats qui n'ont qu'un résultat : la division. Et c'est normal car le débat mène, en fin de compte, non pas sur ceux qui seront régularisés comme le gouvernement veut nous faire croire, mais plutôt sur ceux qu'il serait normal d'exclure de la régularisation.

Au lieu de se perdre dans une discussion sur une liste de « critères convenables », réfléchissons ensemble sur les moyens de construire un rapport de force contre le gouvernement. Unissons-nous plutôt pour imposer des régularisations massives, la libération des militants, l'arrêt des expulsions et la suppression des centres fermés.

Quant aux modalités de la régularisation, de toute manière, comme on l'a vu en juillet dernier, c'est l'Etat qui le décidera dans ses institutions. De notre côté, nous devons accueillir toute régularisation comme une victoire et avancer dans la construction du mouvement au lieu de nous diviser dans des discussions interminables. C'est pourquoi, la revendication de **régularisation de tous les sans papiers** est fondamentale pour mener à bien le combat pour la régularisation car c'est la seule qui permet déjà réunir tous les sans-papiers autour d'une table, et de commencer à s'organiser.

Un changement de stratégie indispensable

Comme le gouvernement ne veut pas donner les papiers de bon gré, il va falloir les exiger, les arracher grâce à la lutte.

La douloureuse défaite de juillet est le résultat d'une stratégie, celle de faire confiance dans l'Etat bourgeois et son parlement. On nous dit que « sans changement de loi, le combat est perdu d'avance ». Pourtant la loi ne cesse d'être plus répressive et pourtant, le combat continue avec ses victoires et ses échecs. L'UDEP a surmonté une crise importante et renoue avec la mobilisation. Ce 19 mai, malgré le boycott du FAM, du CIRE et des hautes directions syndicales, plus de 2000 personnes ont répondu à l'appel de l'UDEP pour exiger la régularisation des sans-papiers.

Concernant le choix de stratégie, personne ne possède une réponse toute faite, et il ne s'agit certainement pas d'écouter les « conseils » du gouvernement ou de ses associations. Non, le seul moyen de savoir quelle stratégie adopter, c'est de se pencher sur les luttes du passé pour apprendre des victoires mais aussi des défaites.

Les grands acquis des travailleurs européens comme la journée de travail de 8 heures, la sécurité sociale où l'assurance chômage ont été gagnées dans des luttes longues et très dures. Ils n'ont pas obtenu ces acquis parce qu'ils savaient négocier avec le gouvernement mais parce qu'ils touchaient aux intérêts des patrons en arrêtant la production. Le premier mai 2006, aux Etats-Unis, des centaines de milliers de travailleurs sans papiers sont descendus dans la rue pour protester contre une loi raciste du congrès et ils ont réussi jusqu'à présent à bloquer sa révision. En octobre de la même année, 18 sans papiers de la blanchisserie Modeluxe en France ont obtenu leur régularisation grâce à une

grève solidaire de tous les travailleurs de l'entreprise.

Arrêter la production signifie pour les capitalistes et leur gouvernement une attaque directe à leurs bénéficiaires et cela, ils ne peuvent l'accepter. Leur réponse sera d'essayer de calmer le mouvement. Ces messieurs vont essayer de s'en sortir en nous faisant des promesses, mais nous devons exiger des actes, des régularisations effectives et massives.

Les victoires ne sont pas garanties mais au moins cette stratégie de lutte, celle du mouvement ouvrier, a déjà prouvé son efficacité.

La Ligue Communiste des Travailleurs appelle tous les travailleurs, avec ou sans papiers, avec ou sans emploi, les délégués, les militants syndicaux et politiques, à construire une UDEP forte et combattive qui mette en avant le problème des problèmes, la question de l'unité des travailleurs avec et sans papiers. Car c'est le seul moyen d'éviter que la question de l'immigration clandestine ne soit rabaisée à un problème humanitaire, qui les considère comme des pauvres victimes en danger et dont la lutte dépendrait de la bonne volonté des dirigeants et de la « société civile ». Il s'agit d'un problème de classe, et ni le gouvernement, ni ses associations n'ont la volonté de se battre à nos côtés. C'est pour cela que nous devons nous organiser en luttant d'abord contre la division pour unir nos luttes. Par la mobilisation unitaire de tous les travailleurs, avec ou sans papiers, avec ou sans emploi, luttons contre les plans patronaux et pour l'amélioration de nos conditions de vie à tous !

¹ Elections législatives 2007, le programme du PS, www.ps.be

² La chambre, Document législatif n° 2-1436/1 Voir www.lachambre.be

³ Le Soir, 19/05

Aucune confiance dans les promesses électorales des partis politiques !

Régularisation *maintenant* !

Arrêt des expulsions, suppression des centres fermés !

Pour une action collective de lutte de tous les sans-papiers, quelle que soit leur situation !

Pour une UDEP démocratique et combattive !

Non aux critères qui nous divisent !

Régularisation inconditionnelle de *tous* les sans-papiers !

Après l'élection de Sarkozy : construire une alternative anticapitaliste, pour le socialisme !

Voici une déclaration du *Groupe Socialiste Internationaliste*, la section française de la LIT-QI

N. Sarkozy a donc été élu avec 53% des suffrages, contre 47% pour S. Royal, dans un contexte de participation qui s'est maintenue à un niveau élevé (84%). Cette élection démontre une radicalisation et une mobilisation massive de l'électorat bourgeois et petit bourgeois en faveur de Sarkozy. Devant ce non-choix entre deux candidats représentant la continuité capitaliste bourgeoise, la version originale, N. Sarkozy, a fort logiquement été préféré à la copie, S. Royal.

Cette élection traduit aussi une désorientation de la part de l'électorat ouvrier et populaire, dans la mesure où la campagne des deux candidats a consisté à brouiller les frontières de classes, l'appel de la LCR et de LO à voter Royal au second tour ayant ajouté à la confusion.

« L'original » a défendu une politique clairement à droite, reprenant à son compte les revendications du patronat et cherchant à unifier tous les secteurs de la droite, jusqu'ici divisés, sur la façon d'amener la classe ouvrière à la défaite. Sarkozy n'a pas hésité à reprendre les thèmes de l'extrême droite sur l'immigration et sur l'insécurité, et il a cherché à diviser systématiquement les travailleurs en opposant ceux du privé aux fonctionnaires, « ceux qui se lèvent tôt » à ceux qui n'ont pas de travail.

C'est le terrain traditionnel de l'extrême droite, une logique selon laquelle l'adversaire d'un ouvrier ce n'est pas le patron, mais l'autre ouvrier, ou l'immigré, ou le chômeur. Aussi, le discours de Saint-Étienne le 9 novembre 2006, mettant en scène un Sarkozy à prétention « sociale », est une référence implicite au discours du maréchal Pétain qui en 1941, et dans cette même ville, avait présenté sa « charte du travail », son projet corporatiste d'association capital/travail. Sarkozy, lui, a continué de brouiller les cartes en multipliant par ailleurs les références à L. Blum ou à J. Jaurès lors de ses meetings.

« La politique étrangère française n'est pas si différente entre la gauche et la droite. »

Bernard Kouchner, ministre aux affaires étrangères de Sarkozy, dans une interview à la BBC, le 18 mai Kouchner est passé de la « gauche » à la « droite » après l'élection de Sarkozy.

Pour sa part, « la copie » a défendu à « demi-mot » une politique de droite, dans la continuité de celle menée depuis des années au nom de l'application des traités capitalistes, à commencer par celui de Maastricht. Royale a marché littéralement sur les plates-bandes de Sarkozy. Ainsi, à propos des expulsions de sans-papiers, par exemple, elle n'a contesté le comportement de la police que sur le plan moral : l'arrestation d'un grand-père - pour expulsion ultérieure - ne lui pose aucun problème à condition que cela ne se passe pas devant l'école où sont scolarisés les petits-enfants.

« La copie » s'est prononcée, elle aussi, pour l'encadrement de la jeunesse... dans des « centres fermés » dirigés par l'armée, là où Sarkozy proposait la police. Prétendant « ré-

concilier la France avec les entreprises », elle annonce sa volonté de... « réformer » les régimes spéciaux de retraites, et elle présente un CPE « de gauche », son fameux « parcours première chance » ; Royal veut réformer la carte scolaire quand Sarkozy « souhaite que l'on puisse avoir le choix de l'école de son enfant », et etc., etc. : on pourrait développer ainsi sur tous les thèmes de sa campagne, jusqu'au cirque fait autour de « l'identité nationale ». Rien n'aura donc été épargné aux travailleurs et aux jeunes.

La confusion a été portée à son comble quand le PS s'est lancé dans une opération de rapprochement avec l'UDF de F. Bayrou, dont les élus ont tout de même fini par rallier en masse... l'UMP ! On a atteint le summum lors du meeting de S. Royal, le premier mai, au stade Charléty : « *Oui, j'ai entendu les candidats de la gauche antilibérale. Oui, la vie vaut mieux que les profits ! Oui, j'ai entendu l'idéal des altermondialistes ; oui, un autre monde est possible. Oui, j'ai entendu le message des électeurs du centre et de tous les républicains de progrès et je leur dis : rien ne se fera sans le goût de la démocratie, d'une Europe qui fonctionne et surtout d'un Etat impartial.* ».

S. Royale antilibérale, altermondialiste, centriste et favorable au traité constitutionnel européen ! Il y avait là-dedans « à boire et à manger » pour tant de monde que, à la fin, personne ne s'y est retrouvé.

En effet, la campagne d'entre les deux tours a amplement confirmé ce que nous avons déclaré au lendemain du 22 avril : « *Ceux qui disent que Sarkozy veut imposer une défaite à la classe ouvrière ont raison. Mais nous avons aussi raison quand nous affirmons que S. Royal et le PS veulent imposer une défaite à froid, sans luttes, aux travailleurs. Entre la politique du big stick du petit führer des Carpates, de N. Sarkozy, et la politique pétainiste d'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat de S. Royal, nous n'avons pas à choisir. Choisir entre ces deux candidats de l'UMPS et du MEDEF, reviendrait à accepter leur politique et à choisir la sauce à laquelle nous devrions être mangés.* ». **Nous persistons et nous signons !**

Au-delà de l'élection présidentielle et des législatives qui approchent, les dirigeants du PS et de l'UMP ont des préoccupations communes. On l'a vu, les deux candidats se sont retrouvés sur l'essentiel des contre-réformes : refus de la régularisation des sans papiers, ordre moral imposé à la jeunesse, démantèlement des acquis sociaux (régimes spéciaux de retraites, service minimum contre le droit de grève, généralisation de la précarité, etc.), intégration poussée des organisations syndicales à l'Etat.

Cependant, le PS et l'UMP voient plus loin. Ils sont d'accord pour tenter un véritable sauvetage des institutions : en s'appuyant sur le quinquennat et sur un bipartisme institutionnel, ils entendent accentuer le caractère bonapartiste du régime. Dans l'immédiat, ce mouvement conjoint vers la droite de la part des appareils PS et UMP, s'est-il traduit dans les urnes par l'élection de Sarkozy.

Le « vote utile » est-il une fatalité ?

La désorientation, la confusion voulues par les deux candidats de droite (Sarkozy et Royal) et les forces qu'ils représentent, sont cependant démenties tous les jours par la lutte des classes. Pour preuve, les grèves qui ont déferlé pendant toute la période encadrant l'élection présidentielle, jusqu'à la dernière en date, celle des travailleurs d'Airbus qui a duré quinze jours et ce, contre l'avis des directions syndicales (voir l'article dans ce numéro de l'Internationaliste). Il y a donc une véritable contradiction entre le développement réel de la lutte des classes et son résultat sur le terrain déformé des élections.

Dans ce contexte, la décision de LO et de la LCR d'appeler à voter pour S. Royal a contribué à la désorientation de la classe ouvrière et, objectivement, au brouillage des frontières de classe.

Pendant des années, sur le terrain déformé des élections, les travailleurs ont rejeté tous les gouvernements de droite comme « de gauche » qui, tous, ont appliqué les mesures anti-ouvrières dictées par l'application des traités européens. Pendant des années, les travailleurs ont démontré, jour après jour, leur volonté de résister par les moyens classiques de la lutte des classes.

Dans ce contexte, pour les marxistes révolutionnaires, il n'y a pas de fatalité dans le « vote utile » ou dans quoi que ce soit de ce genre. En effet, un parti déterminé, véritablement ouvrier et internationaliste, un parti anticapitaliste pour le socialisme, avec un programme et des mots d'ordre appropriés, un tel parti aurait retourné la dynamique du « vote utile » pour la transformer en mouvement de renforcement du parti révolutionnaire et de mobilisation de la classe ouvrière. Ce n'est pas à cela que se sont attachées LO et la LCR au cours de cette campagne.

Et maintenant ?

Aujourd'hui, Sarkozy annonce son intention d'accélérer la mise en oeuvre de son programme. Le PS, confronté aux tentations de règlements de comptes, persiste dans son projet pro-capitaliste. Sa « rénovation » ou sa « refondation » l'amène à rechercher un accord, un point de convergence avec le nouveau « mouvement démocrate », l'ex-UDF, de F. Bayrou. Ainsi, F. Hollande, premier secrétaire du PS, déclarait-il le 13 mai sur France 3 : « *Il n'y a pas d'impasse, il faut inventer une nouvelle stratégie : l'invention de cette stratégie, c'est un grand Parti socialiste qui couvre tout l'espace qui va de la gauche, sans aller jusqu'à l'extrême gauche, jusqu'au centre-gauche ou au centre* ». De son côté, le PCF appelle au « sursaut des progressistes »... en vue des législatives ! Entretiens, la classe ouvrière et la jeunesse continuent à manifester leur détermination à défendre leurs intérêts, leurs acquis et

leur avenir par la grève et la manifestation, par les moyens traditionnels de la lutte des classes et ce, malgré la volonté des bureaucraties syndicales de s'intégrer à l'Etat et accompagner l'application des projets du MEDEF.

A ceux qui refusent le piège de la confusion et de la collaboration des classes, l'intérêt historique de la classe ouvrière commande de se rassembler et de mener le combat pour la seule rupture qui soit envisageable : la rupture avec l'ordre établi, la rupture avec le capitalisme, pour le socialisme.

Ce 6 mai, contrairement à LO et à la LCR, des militants, courants, secteurs et organisations se réclamant de la classe ouvrière, dont le GSI, ont fait le choix de rejeter la pression et le chantage, ils ont fait le choix de rejeter les deux candidats de la bourgeoisie.



Manifestation, le 5 mai, à Lyon, contre la venue de Sarkozy

Il appartient maintenant à ces militants d'œuvrer pour la défense d'un syndicalisme de classe indépendant de l'Etat et du patronat, à l'échelle du pays et à l'échelle de l'Union Européenne, en rupture avec la Confédération européenne des syndicats (CES) et la Confédération syndicale internationale (CSI). Cela nécessite de construire, dans tous les syndicats, des tendances de lutte des classes qui travailleront à l'unité de la classe ouvrière, fidèles à ses intérêts historiques, dans la perspective d'une CUT, une centrale unique des travailleurs, débarrassée des bureaucrates.

Il appartient maintenant à ces militants - à travers la discussion et la recherche d'une action commune dans la lutte des classes, d'œuvrer à l'ouverture d'une alternative révolutionnaire, à la construction de l'instrument dont la classe ouvrière a besoin : **un parti ouvrier internationaliste, anticapitaliste, pour le socialisme.**

Le 14 mai 2007
Le GSI.

Défense des militants

Une belle victoire !

Le camarade Rogério Romancini, dirigeant du syndicat des métallos de l'usine de VW au Brésil et militant de Conlutas, avait été licencié arbitrairement en février 2007. Une campagne internationale - dont ont participé, entre autres, des camarades de VW à Forest - a exigé sa réincorporation dans l'entreprise. Elle a été couronnée de succès. Le 9 mai, le juge a dicté la sentence que Rogério doit être réincorporé dans l'entreprise dans un délai de 10 jours.

Rappelons que les camarades de VW-B Brésil avaient aussi manifesté leur solidarité avec les travailleurs de VW-Forest lors du conflit en décembre 2006.



Les tâches pour les révolutionnaires au Venezuela

La formation du Parti Socialiste Unique du Venezuela (PSUV), propulsé par le gouvernement de Hugo Chavez, est un des thèmes centraux de la réalité politique du pays et aussi du débat politique latino-américain. D'une part, dans une campagne orchestrée par l'appareil gouvernemental, deux millions de Vénézuéliens se sont déjà affiliés à ce parti, Chavez disant que son objectif est d'arriver à quatre millions d'affiliés. D'autre part, un débat intense est ouvert parmi les forces qui se revendiquent chavistes, concernant l'entrée au PSUV.

Comme une partie de ce processus, le *Parti de la Révolution et du Socialisme* (PRS) s'est divisé. Ce parti a été fondé, il y a quelques années, par des dirigeants syndicaux d'origine trotskyste qui, toutefois, revendiquent le chavisme. Un secteur, dirigé par Stalin Pérez Borges, a décidé d'entrer au PSUV alors qu'un autre, conduit par Orlando Chirino, a décidé de maintenir une organisation politique autonome. La division va sans doute se manifester aussi dans le *Courant Classiste Unitaire Révolutionnaire Autonome* (CCURA), une organisation syndicale liée à ce parti, ayant du poids dans l'*Union Nationale de Travailleurs* (UNT).

Il est évident que la décision d'entrer, ou non, au PSUV, met au premier plan bien plus que des conceptions théoriques. Elle soulève principalement des questions

très concrètes : quelle caractérisation fait-on de Chavez et quel est le bilan de ses huit années de gouvernement ?

Pourquoi entrent-ils au PSUV ?

Dans la déclaration annonçant la décision d'entrer au PSUV, Stalin Pérez Borges et près d'une vingtaine de dirigeants du PRS, après avoir formulé quelques critiques, affirment: « *Il y a des centaines de milliers qui, même en voyant ces problèmes et ces luttes internes, font un pas en avant... vont aux réunions de promotion et aux rassemblements, défendent ses propositions... Ils veulent vraiment construire ce parti, comme un outil pour approfondir le chemin vers le socialisme. C'est la base du peuple, des travailleurs, des secteurs populaires et de la jeunesse, qui veut voir naître ce parti et ne permet pas que quelqu'un y fasse obstruction... Nous voulons maintenant accompagner ces milliers de compatriotes dans le PSUV, nous voulons combattre ensemble pour défendre un projet de parti socialiste, révolutionnaire et profondément démocratique, où il n'y a plus de place pour les nominations entre amis, pour les privilèges et pour les représentants de ces nouveaux riches de la "bourgeoisie bolivarienne", tous des grands dangers pour notre révolution. Allons au nouveau parti pour faire partie de l'immense force anti-impérialiste qui s'y retrouve, pour être l'avant-garde, afin que nous puissions tous avoir un militantisme conséquemment anticapita-*

liste... pour unir nos forces avec tous ceux qui veulent ce parti afin d'approfondir la révolution vers un socialisme sans bureaucrates, ni corrompus, ni grands propriétaires terriens, ni patrons. »

Pour ces dirigeants, il faut entrer au PSUV pour mener la bataille, ensemble avec des milliers de militants ouvriers et populaires qui sont en train d'y entrer, pour que ce parti soit « *un outil pour approfondir le chemin vers le socialisme* », contre « *les nominations entre amis, les privilèges et les représentants de la nouvelle "bourgeoisie bolivarienne"* » qui sont « *les grands dangers qui menacent notre révolution* ». Le « processus révolutionnaire vénézuélien » se trouverait donc face à une croisée de chemins : un secteur (Chavez, des milliers de militants, les signataires de la déclaration) veut le faire avancer; un autre secteur (les privilégiés et la bourgeoisie bolivarienne) veulent le freiner. C'est le PSUV qui sera la scène de cette bataille, et ne pas y rentrer serait donc renoncer à mener la bataille.

Il est important de mentionner que plusieurs organisations trotskystes sont d'accord avec cette analyse, y compris certaines d'origine moréniste, comme le Mouvement Socialiste des Travailleurs (MST) argentin ou le Mouvement d'Unité Socialiste (MUS) brésilien (courant interne du Parti du Socialisme et de la Liberté - PSOL).

Une méthode qui tourne le dos à la réalité

La position de ces dirigeants représente une nouvelle mouture de la théorie du « gouvernement à disputer », créée par diverses organisations de gauche pour soutenir le gouvernement de Lula au Brésil ou celui de Kirchner en Argentine : il est nécessaire d'y entrer pour soutenir les secteurs « progressistes » contre les « réactionnaires ». Dans le cas qui nous occupe, la proposition vise aussi le parti de ce gouvernement.

Pour nous, cette théorie est totalement erronée parce qu'elle est basée sur une erreur essentielle, celle de ne pas définir le caractère de classe du gouvernement hypothétiquement "en dispute". Il n'y a aucune difficulté pour définir ce caractère. Il suffit de poser la question : quelle est la classe sociale qui domine l'Etat vénézuélien avec Hugo Chavez ? Pourquoi, après huit années au pouvoir, n'a-t-il pas avancé dans une lutte conséquente contre le capitalisme et l'impérialisme, malgré sa rhétorique « socialiste » ? Pour nous, son gouvernement souffre d'un problème « génétique » qui l'empêche de le faire : c'est un gouvernement bourgeois, qui défend l'Etat capitaliste et les intérêts de la bourgeoisie.

Dans des éditions précédentes de *Courrier International* (février 2007), nous avons développé amplement ce point, qui est aussi analysé dans la déclaration de l'UST que nous publions plus loin. Il suffit de voir la politique chaviste dans des matières clef comme le paiement ponctuel de la dette externe (6 milliards de dollars en 2006), le contrôle de 40% de la production pétrolière par les grandes compagnies étrangères, la domination complète de ces entreprises dans des secteurs clef comme l'industrie automobile, la stagnation des salaires et du niveau de vie des travailleurs, l'entrée du Venezuela au MERCOSUR, etc. Un autre thème central est le renforcement permanent de l'armée

bourgeoise comme base principale du gouvernement. Même les mesures plus progressistes, comme la nationalisation de l'une ou l'autre entreprise, utilisées comme excuse par beaucoup de courants pour soutenir le gouvernement de Chavez, sont des cas isolés et très limités, à travers l'achat au prix fort de paquets d'actions (quelque chose de totalement normal dans le système capitaliste).

Nous avons beau chercher, nous ne trouvons nulle part « l'avance vers le socialisme » (ou la possibilité d'y avancer) que le gouvernement serait en train de promouvoir. Il s'agit bel et bien d'un gouvernement bourgeois, qui veut maintenir un pays dans le capitalisme. Qui plus est, ce gouvernement n'a même pas modifié le fait que le Venezuela soit une semi-colonie des puissances impérialistes, spécialement des Etats-Unis. C'est dans ce cadre qu'il faut donc analyser les véritables objectifs de la construction du PSUV.

Dans ce cadre, les chefs d'entreprise font de très bonnes affaires, ce qui pousse beaucoup d'entre eux à adhérer au chavisme. C'est le cas des millionnaires Marcos Zarijian (propriétaire de l'Hôtel Eurobuilding, considéré comme le principal magnat de l'industrie textile vénézuélienne), Alberto Vollmer (propriétaire de Ron Santa Teresa, une des principales chaînes de magasins industriels du pays), Víctor Vargas Irausquín et Víctor Gil Ramirez (propriétaires des banques Occidental de Descuentos et Fondo Común). Ils viennent de s'incorporer à l'organisation « Chefs d'entreprise Socialistes du Venezuela », présidée par l'ancien dirigeant d'Action Démocratique (AD), José Agustin Campos. Ces chefs d'entreprise et les représentants de la « bourgeoisie bolivarienne », comme Diosdado Cabello (gouverneur de Miranda et chef de la Direction Nationale du Mouvement de la Cinquième République, le MVR, devenu en peu d'années le propriétaire de plusieurs entrepri-

ses), seront les véritables propriétaires du PSUV.

Bonapartisme sui generis tardif

Pour nous, le gouvernement de Chavez peut être comparé avec ceux que Trotsky a défini comme « bonapartisme sui generis », bonapartisme un peu spécial. C'est-à-dire, des gouvernements qui représentent des bourgeoisies de pays arriérés qui cherchent le soutien du mouvement de masses pour essayer de compenser leur faiblesse face à l'impérialisme, afin de pouvoir exercer une pression sur ce dernier et obtenir ainsi une marge un peu plus grande d'« indépendance ». Des exemples de ce type ont été le PRI mexicain, le péronisme argentin, le MNR bolivien ou les courants nationalistes arabes, comme le nasserisme.

Trotsky lui-même indiquait que, même au moment de leur apogée, ces mouvements étaient incapables de mener une lutte anti-impérialiste à fond, étant donné leur caractère bourgeois, et que, tôt ou tard, ils finiraient par capituler. Ce pronostic a été pleinement confirmé par l'histoire du 20^{ème} siècle.

Dans le cas du chavisme, les conditions économiques et politiques actuelles du monde font que ces limitations sont encore bien plus grandes, avec beaucoup moins d'espace pour des « jeux nationalistes indépendants » de la part des bourgeoisies nationales. Les marges pour donner des concessions économiques aux masses sont, elles aussi, beaucoup plus petites. C'est ce qui explique pourquoi son combat anti-impérialiste est bien plus rhétorique que pratique, et pourquoi il n'a pas amélioré le niveau de vie de la population.

Le PSUV: un outil bourgeois pour contrôler les masses

Il y a toutefois un aspect de ce type de gouvernements qui reste d'actualité : dans leur tentative de s'appuyer sur la mobilisation de masses, ils « jouent avec le feu », parce qu'il y a le danger sérieux que cette mobilisation déborde



vers un processus révolutionnaire indépendant qui met en question le cadre de l'Etat bourgeois. C'est pourquoi, ils ont la nécessité impérieuse d'exercer un contrôle de fer sur cette mobilisation et de construire des « digues de retenue » pour éviter ce débordement.

L'histoire nous enseigne que ces gouvernements emploient deux outils principaux. Le premier est la construction d'un parti totalement discipliné autour d'un « chef » avec des pouvoirs discrétionnaires et ses « délégués » nommés d'office. Il suffit de voir ce qu'ont été le péronisme, le PRI ou le nassisme pour comprendre le critère avec lequel le PSUV est en train de se construire (voir l'article plus loin).

Il n'existe aucune possibilité que ce parti soit l'outil dans lequel peuvent se manifester, démocratiquement et de façon organisée, les aspirations de transformation sociale des masses vénézuéliennes. Ce parti se construit à partir de l'Etat pour obtenir précisément le contraire : contrôler les masses et les mettre dans un carcan. Appeler les masses à entrer au PSUV, cela n'a rien à voir avec la promotion de la mobilisation autonome, cela contribue seulement à les enfermer dans le « pré carré bonapartiste » que la bourgeoisie est en train de mettre en place pour éviter, précisément, cette mobilisation. Et c'est encore pire, là où cet appel est fait au nom de l'« avance vers le socialisme ».

Disons, finalement, que le caractère bonapartiste de ces gouvernements les fait restreindre la démocratie en général. Un exemple de cela a été le vote parlementaire qui accorde « les pleins pouvoirs » à Chavez pour gouverner. Il n'y avait aucune raison pour justifier cette mesure, puisque le gouvernement a une majorité absolue dans le Parlement et peut approuver les lois qu'il veut. Il s'agit tout simplement d'une démonstration de discipline au « chef ».

Un autre sujet clef : l'autonomie syndicale

L'autre outil clef pour contrôler les masses est la transformation de la structure syndicale dans un appareil étatique totalement dominé par le gouvernement, par le biais de ses agents, sans aucune marge (ou avec des marges très faibles) de démocratie ouvrière. C'est pourquoi, Chavez a attaqué l'« autonomie syndicale » dans son discours au Théâtre Teresa Carreño : « *les syndicats ne doivent pas être autonomes, il faut en finir avec ça* ».

Le projet du chavisme est que l'UNT soit réduite à être seulement l'« extension syndicale » du gouvernement et de son parti, un outil d'appui à sa politique, en éliminant toute possibilité qu'elle devienne une véritable centrale des travailleurs. Cela fait partie de ce projet, qu'à l'intérieur de ce syndicat, il n'y ait aucun courant avec une certaine autonomie et des caractéristiques indépendantes, comme c'est le cas actuellement avec le CCURA. Toutes les discussions seraient résolues « de façon disciplinée » à l'intérieur du PSUV.

Jusqu'à présent, l'invité aux manifestations et aux réunions du PSUV, comme « représentant » de l'UNT, est Rubén Linares, de la Fédération du Transport, un des signataires de la déclaration que nous avons mentionnée. Bien qu'il ait été élu par la base de son syndicat comme un des « coordinateurs » de l'UNT, aucun organisme de la centrale ne l'a choisi pour exercer cette représentation d'ensemble. D'autres coordinateurs avec représentativité et prestige, comme Orlando Chirino, et même Marcela Máspero (qui jusqu'à présent était une militante chaviste disciplinée, mais qui a commis l'« erreur » de s'opposer à l'une ou l'autre chose), n'ont pas été invités. Faut-il voir en cela un signe précurseur de la politique du gouvernement de désigner d'office, à partir du PSUV, la future direction de l'UNT ? Est-ce cette méthode que défend Stalin Pérez,

ainsi que Rubén Linares lui-même ?

Que faire maintenant ?

Ce débat théorique et politique a un objectif très concret. Il s'agit de définir quelles tâches doivent propulser maintenant les militants ouvriers révolutionnaires au Venezuela. En ce sens, nous voulons résumer brièvement nos propositions :

- Nous défendons le droit de toutes les organisations ouvrières et populaires de rester hors du PSUV, sans pour cela être « punies » par le gouvernement. Ces organisations ne peuvent pas être obligées de s'affilier au PSUV.
- La défense de l'« autonomie syndicale » est particulièrement importante. Les syndicats doivent être des travailleurs, et non du gouvernement et du PSUV. Nous sommes pour la construction d'une UNT autonome, qui soit un véritable outil de lutte de la classe ouvrière. En ce sens, nous croyons qu'il faut faire une nouvelle assemblée plénière du CCURA, qui revienne sur la résolution de janvier d'entrer au PSUV.
- Le PSUV sera le parti bourgeois d'un gouvernement bourgeois. C'est pourquoi, les travailleurs vénézuéliens doivent construire leur propre parti, une organisation qui soit un véritable outil d'indépendance politique, face aux organisations de la bourgeoisie et, en particulier, face au gouvernement chaviste et au PSUV.
- Il faut mettre en chantier l'élaboration un programme de mesures anticapitalistes et anti-impérialistes, dont l'application entame le véritable chemin vers le socialisme. Par son caractère bourgeois, il est impossible que le gouvernement de Hugo Chavez puisse appliquer ce programme et ces mesures. Il n'y a qu'un véritable gouvernement des travailleurs et du peuple vénézuélien qui pourra réellement les faire avancer.

• Pour promouvoir ces tâches à fond, il faut construire au Venezuela un parti socialiste révolutionnaire, qui soit disposé à mener cette lutte jusqu'au bout. En ce sens, le premier pas est d'élaborer un programme d'opposition et de lutte, contre le gouvernement de Chavez et son faux socialisme, qui favorisent l'impérialisme et les bourgeois vénézuéliens et attaquent la classe ouvrière.

Nous sommes certains que, dans plusieurs de ces tâches, nous

combattrons ensemble avec plusieurs dirigeants qui ont refusé d'entrer dans le PSUV. Mais nous devons être clairement conscients qu'il s'agit de luttes contre le gouvernement lui-même et contre la politique qu'il applique dans chacun de ces domaines.

Nous sommes conscients du fait que Chavez est actuellement soutenu par la majorité des masses vénézuéliennes, qui le voient comme « leur gouvernement ». En ce sens, nous considérons comme pleinement d'actualité l'orientation de Lénine, en avril 1917, face à un

gouvernement bourgeois qui disposait aussi d'un grand appui des masses. En reprenant ses mots, nous pouvons dire que la tâche principale, « tant que nous serons en minorité », est « d'expliquer patiemment aux masses la fausseté complète de toutes les promesses » de Chavez (concernant la marche vers le socialisme), afin qu'elles comprennent « la nécessité que tout le pouvoir passe aux mains » de la classe ouvrière.

Un exemple historique

Le péronisme dans la décennie de 1940

Dans l'article principal de cette édition, nous mentionnons que la politique du gouvernement de Chavez ne représente aucune nouveauté historique et qu'elle ressemble à ce qu'ont été le péronisme argentin, le PRI mexicain ou les partis du nationalisme arabe, bien qu'avec de plus grandes limitations. Nous mentionnons aussi qu'une partie importante de sa politique a son origine dans la nécessité d'un contrôle de fer sur la mobilisation du mouvement de masses, pour éviter le débordement de celle-ci hors du cadre de l'Etat bourgeois, à travers l'étatisation des syndicats et la construction d'un parti centralisé de façon bureaucratique par le « chef ».

Une période de l'histoire argentine illustre clairement cet objectif d'une direction bourgeoise, de contrôler et de discipliner les masses. Le péronisme considère comme sa « date de naissance » le 17 octobre 1945, quand une mobilisation de masses a libéré le colonel Perón, à ce moment-là Secrétaire du Travail d'un gouvernement militaire, emprisonné par d'autres secteurs de ce gouvernement. La mobilisation avait été organisée par plusieurs dirigeants syndicaux, dont Cipriano Reyes, de l'industrie de la viande.

Postérieurement, ces dirigeants syndicaux ont formé le Parti Travailleuse, qui a été à la base de la première victoire électorale péroniste, en 1946. Mais après le triomphe, Perón, bien qu'ayant été le premier affilié du Parti Travailleuse, a dissout celui-ci et a créé le Parti Justicialiste, discipliné de façon rigide à sa direction personnelle. En même temps, il a emprisonné et a torturé plusieurs des principaux dirigeants du Parti Travailleuse qui se sont opposés à cette mesure, comme Cipriano Reyes lui-même, qui a été en prison pendant sept ans. Le fait est que, malgré l'appui loyal à la candidature et au gouvernement de Perón, le Parti Travailleuse représentait un dangereux processus d'organisation ouvrière indépendante.

D'autre part, la Confédération Générale du Travail (CGT) a été incorporée au Parti Justicialiste comme « branche syndicale », à côté de la « branche politique » et de la « branche féminine ». Tous les dirigeants syndicaux qui n'ont pas pu être cooptés dans le parti ou dans le gouvernement, et qui de ce fait maintenaient une certaine caractéristique d'indépendance (qu'ils soient de gauche ou bureaucratiques), ont été balayés des syndicats et de la direction de la centrale, et remplacés par une meute ultra corrompue d'agents inconditionnels du gouvernement.

Cela a été le cas, par exemple, avec la direction de gauche de la FOTIA (industrie sucrière de Tucuman), mise sous tutelle après une grève. Ou avec le dirigeant syndical Luis Gay (télécommunications), lui aussi fondateur du Parti Travailleuse, obligé de renoncer au secrétariat général de la CGT, en 1948, pour défendre l'« autonomie » de la centrale. En contrepartie, le plus grand exemple des « agents inconditionnels » du gouvernement a été José Espejo, un dirigeant à peine connu du syndicat de l'alimentation, qui a obtenu le poste de secrétaire général en 1949, et y est resté jusqu'au renversement du péronisme, en 1955. Une blague de l'époque disait que l'homme avait été élu parce qu'il était « un bon miroir du gouvernement ». [Espejo signifie 'miroir'].

Il nous paraît que l'actuelle situation vénézuélienne a des points communs avec celle de l'Argentine des années 1940. Fortifié par sa victoire électorale récente, Chavez a décidé d'avancer vers un contrôle de fer sur les syndicats. Quand il qualifie de "contre-révolutionnaires" ceux qui s'opposent à l'entrée au PSUV ou qui défendent l'« autonomie syndicale » de l'UNT, n'anticipe-t-il pas qu'il agira avec eux de la même façon que Perón avec Cipriano Reyes ?



Déclaration de l'UST

Nous sommes des travailleurs et nous n'allons pas au PSUV

Voici une déclaration émise de l'Unité Socialiste des Travailleurs du Venezuela du 8/4/2007

Nous, qui nous constituons comme Unité Socialiste des Travailleurs,¹ nous sommes tous des révolutionnaires, des travailleurs, et nous avons décidé de ne pas aller au PSUV. Pourquoi nous n'y allons pas ? (...)

Nous devons analyser le Mouvement de la Cinquième République (MVR) et les autres partis au gouvernement.

Le PSUV n'a pas encore été créé formellement, et il y a beaucoup de questions auxquelles on ne peut répondre qu'en analysant les caractéristiques du Mouvement pour la Cinquième République (MVR), Pour la Démocratie Sociale (PODEMOS), Patrie Pour Tous (PPT), le Parti Communiste Vénézuélien (PCV).² (...) Ce sont des partis qui soutiennent les riches et appliquent une politique économique qui favorise ceux-ci, au bénéfice de la bourgeoisie et au détriment des travailleurs et du peuple. (...)

Les **entreprises transnationales de l'automobile** sont exemptes du paiement de la TVA dans toute la chaîne de production, grâce au Programme Venezuela Mobile.

Les **propriétaires des banques**, nationales ou étrangères, n'ont pas à se plaindre : les affaires avec les Bons du Trésor argentin, les Bons du Sud et les Bons de PDVSA³ ont permis et permettent aux banques des profits fabuleux.

Les **banquiers internationaux** sont très satisfaits, étant donné que le Venezuela fait des paiements anticipés de la dette externe.

Le **secteur agricole** a obtenu l'exonération de la TVA dans la production, le transport, la distribution et la commercialisation, de même que les producteurs de viande et autres secteurs alimentaires. C'est un grand cadeau à ce secteur de la bourgeoisie, plus que le double de ce qui est destiné comme budget pour les projets de

logements et de développement urbain.

Analysons maintenant les **nationalisations** : nous considérons très important que les secteurs de la téléphonie, de l'électricité et du pétrole retournent au contrôle national, mais cela a regrettamment été « une bonne affaire » pour les entreprises impérialistes. Pourquoi personne n'a-t-il vu le patronat yankee dénoncer les nationalisations ? Ce qu'on a vu, c'est plutôt que les Yankees étaient contents de quitter le pays, comme c'est le cas de l'exécutif de l'entreprise électrique de Caracas qui disait : « *Cela a été une des meilleures affaires durant ces dernières années* ».

Le MVR & Cie font de petites concessions aux travailleurs

Après huit années dans le gouvernement, nous devons faire un bilan sur les avancées que le MVR a obtenu en matière de conquêtes pour les travailleurs. Beaucoup de camarades honnêtes nous disent : « regarde les Missions, les bourses ». Expliquons ce que nous disons :

Le **chômage** n'a pas diminué. Les statistiques sont en baisse et les colporteurs augmentent.

Les **bidon-villes** prolifèrent autour des grandes villes, et la politique du logement est une catastrophe. En 2006, le Ministère du Logement n'a même pas pu construire 34.000 logements.

La **politique salariale** favorise seulement le profit des chefs d'entreprise. Le panier d'aliments de base à lui seul coûte plus que le salaire minimal.

Le **salaire minimal** de nos jours ne garantit pas le panier alimentaire, sans parler du panier des besoins élémentaires de 1.400.000 bolivars (700 dollars).

Une **inflation** annuelle de 18% corrode les salaires.

Les **Contrats Collectifs**. Le MVR est le pire patron du pays :

les travailleurs du Mercal sont déjà presque 2 ans sans contrat; les employés publics, 4 ans; ceux de l'INCE, 9 ans, et les travailleurs du Ministère du Travail lui-même, 16 ans ! (...) Beaucoup s'imaginent que les travailleurs pétroliers gagnent de hauts salaires, mais un travailleur de la dotation fixe de PDVSA gagne moins de 150.000 bolivars par semaine (moins de 70 dollars).

D'autre part, on observe une **offensive contre le mouvement ouvrier**. Le samedi 24/03, il y a eu un rassemblement important au Théâtre Teresa Carreño pour la construction du PSUV. Le discours de Hugo Chavez a été clair, limpide et direct : « **les syndicats ne doivent pas être autonomes, il faut en finir avec ça** ».

Chavez se permet d'insulter les dirigeants syndicaux sans broncher : « *J'ai beaucoup d'amis dirigeants syndicaux, mais ils se battent entre eux, l'un par-ici, l'autre par-là. Je ne les reçois pas, aussi longtemps qu'ils ne seront pas unis.* » (...)

L'autonomie syndicale signifie avoir le courage de dénoncer que l'Etat vénézuélien est un patron très mauvais, étant donné qu'il embauche des travailleurs sans garantie de travail, comme n'importe quel gars propriétaire d'un magasin (...). S'il n'y a pas d'autonomie syndicale, qui combattra alors pour le salaire des employés publics, qui s'opposera aux vexations dont ils font l'objet ?

Le PSUV naît sous le signe du club d'amis

Lors du rassemblement au Théâtre Teresa Carreño, il a été possible de voir comment fonctionnera le futur PSUV. L'entrée était **réservée aux chers amis**. Les mêmes politiciens que les masses commencent à répudier, étant donné leur enrichissement rapide et inexplicable, étaient présents sans avoir été élus par personne.

Les secteurs de l'UNT qui sont critiques envers la politique économique et salariale du gouvernement, n'ont pas pu entrer. Les camarades de la Force Socialiste de Professionnels, Techniciens et Intellectuels non plus. (...) S'ils n'ont pas pu participer à la fête, ils ne pourront pas non plus participer au débat du programme et de la composition de la direction ou à d'importantes délibérations. Ce sera un parti en plus, où il nous sera permis de participer avec notre vote mais pas avec nos idées. (...)

La majorité de la gauche marche vers le PSUV de façon allègre et irresponsable

Il y en a qui marchent la tête basse et d'une façon résignée, d'autres joyeusement. Pourquoi la gauche vénézuélienne agit-elle de cette manière ? (...) Serait-ce la première fois que ce problème se pose pour notre classe ? (...) Les maîtres de la classe ouvrière, Marx, Lénine et Trotsky, entre autres, ont étudié déjà à fond ces processus et ont recommandé à la classe ouvrière de maintenir son « indépendance politique ».

Le problème le plus grave est que la gauche vénézuélienne est devenue tellement opportuniste, que la valse des cadeaux qu'on est en train de distribuer aux transnationales, aux banquiers, aux industriels et à la bourgeoisie agricole, ne fait même plus l'objet de commentaires. La gauche marche allègrement vers le parti qui continuera à appliquer ces politiques. (...)

Cela suffit

Comme travailleurs, nous devons faire clairement le constat que cela fait 8 ans de gouvernement déjà, qu'on n'a pas résolu le problème du chômage et de la pauvreté, et qu'en même temps, il y a un gaspillage du revenu pétrolier en faveur de la bourgeoisie. (...)

Certains nous diront qu'agir et penser ainsi, c'est faire preuve de sectarisme, qu'il faut accompagner

l'expérience et la conscience des masses. Nous répondons que celui qui fait de la politique à partir de la conscience des masses, finit toujours, et inévitablement, par capituler au retard de celle-ci (...). D'abord l'indépendance de classes, ensuite celle de la conscience.

En ce sens, nous considérons comme une erreur la lettre qu'a envoyé un groupe de camarades dirigeants syndicaux de la CCURA (www.aporrea.org, 27/03/07) au Président Chavez concernant le « manque d'autonomie des syndicats ». Cette lettre ne dit rien de la politique économique du chavisme. Comment les masses peuvent-elles arriver à tirer leurs conclusions politiques, et à avancer dans leur conscience, si leurs dirigeants ne disent pas toute la vérité ? Un autre problème grave est que la lettre part de la supposition que le gouvernement et les travailleurs se trouvent dans le même camp, comme si cette société n'était pas divisée en classes.

La lettre dit aussi que : « nous défendons le droit des travailleurs de faire de la politique et de se joindre au PSUV » et que « nous ne voyons pas de contradiction entre construire le PSUV et soutenir la révolution ». Quand les milliers de travailleurs des services publics, les travailleurs du secteur pétrolier, ou les retraités de CANTV⁴ commencent à faire leur expérience avec ce gouvernement et voient que leurs dirigeants demandent d'entrer au PSUV, ils peuvent penser, de manière erronée, que « maintenant les choses vont changer, il ne s'agit déjà plus du vieux MVR, il s'agit du nouveau PSUV ». Ceci aide-t-il au développement de leur conscience ? (...)

C'est pourquoi, la première mesure à prendre est d'être conséquents avec le congrès constitutif du CCURA, qui a approuvé, dans la résolution sur « l'UNT dont nous avons besoin, nous les travailleurs », que « les organisations syndicales doivent être indépendantes et autonomes par rapport à

l'impérialisme, l'Etat, le gouvernement, les patrons et les partis politiques ».

Un front de gauche est nécessaire

L'UST, un groupement de révolutionnaires et défenseurs inconditionnels de l'indépendance politique de la classe ouvrière, de l'unité syndicale indépendante et autonome, considère qu'il y a différents groupes avec des orientations semblables dans le pays. Nous ne croyons pas que ces groupes ont individuellement la force pour imposer un plan économique des travailleurs. Mais, si nous rassemblons nos forces, nous pouvons arriver à construire un grand front de gauche et avancer dans l'organisation indépendante des travailleurs. (...)

L'autre alternative est d'entrer au PSUV et de se soumettre à sa politique économique en faveur des capitalistes, de maintenir un silence complice face à l'occupation de Haïti, de se soumettre à la volonté des gouverneurs qu'on connaît, des maires et des députés, de se soumettre à un parti sans démocratie interne, déjà depuis ses actes constitutifs.

Nous considérons que ce n'est pas le chemin à suivre, et nous appelons les camarades du CCURA qui ont signé la lettre mentionnée à rompre avec le PSUV et, qu'ensemble, nous construisions l'outil politique indépendant dont la classe ouvrière vénézuélienne a besoin.

¹ L'UST est née dans une assemblée plénière qui a eu lieu en août 2006 et elle prépare actuellement son congrès de fondation. Elle regroupe des militants et des cadres provenant de différentes expériences trotskystes et de gauche, dont les militants de la LIT-QI dans le pays.

² Le MVR est le parti de Chavez, le parti le plus important au Venezuela. PODEMOS (« Nous pouvons »), PTT et PCV soutiennent Chavez, mais PODEMOS ET PTT ont manifesté des réticences à se dissoudre dans le PSUV. Le PCV a décidé dans son 13^{ème} Congrès (mars 2007) "le soutien total à la proposition du Président Chavez".

³ Petrôleo de Venezuela Sociedad Anónima, la compagnie pétrolière de l'Etat

⁴ La principale entreprise de télécommunications du Venezuela

Qu'est-ce que le trotskysme ?

Par Alicia Sagra, de la direction du FOS, le parti argentin de la LIT-QI

De nombreuses organisations se revendiquent trotskystes, du fait d'être d'accord avec les élaborations centrales de Léon Trotsky. Ce révolutionnaire russe a dirigé, avec Lénine, la première révolution ouvrière triomphante, celle d'octobre 1917 en Russie. Après la mort de Lénine, c'est lui qui a dirigé la lutte contre la bureaucratie qui s'était emparée du pouvoir sous la houlette de Staline. Cette bataille a été très dure, elle a coûté la vie de millions de personnes, dont la plupart des dirigeants de la révolution. Finalement, Trotsky a été assassiné par ordre de Staline, en août 1940.

La lutte dirigée par Trotsky a échoué mais, tout au long de celle-ci, un courant a été organisé dans différents pays qui, en 1938, a donné le grand pas de fonder la Quatrième Internationale. L'intention était d'occuper le vide qu'avait laissé la Troisième Internationale, le grand parti mondial dirigé par Lénine qui, sous la mainmise bureaucratique de Staline, avait perdu son caractère révolutionnaire. Ainsi est né le trotskysme.

Que défend le trotskysme ?

Le trotskysme synthétise l'expérience de la révolution russe, des premières années du gouvernement ouvrier et de la lutte contre la bureaucratie. Ses principales définitions sont les suivantes:

La **théorie de la Révolution Permanente** propose la combinaison des tâches démocratiques avec les socialistes (étant donné que la révolution et le pouvoir ouvrier constituent la seule façon de résoudre les tâches démocratiques), ainsi que la nécessité que cette révolution culmine dans la sphère internationale (du fait du caractère mondial de l'économie). Cela signifie que, pour résoudre les grands problèmes des travailleurs et du pays, les travailleurs doivent prendre le pouvoir, exproprier le capitalisme et faire face à l'impérialisme par le développement de la révolution internationale.

La **méthode du Programme de Transition** établit que les révolutionnaires doivent prendre part à la lutte quotidienne des travailleurs, des étudiants et

de tous les exploités et opprimés, pour les aider à trouver un système de mots d'ordre qui puisse mener leurs luttes actuelles (emploi, augmentation de salaire, défense de l'éducation, etc..) vers la perspective de la lutte pour le pouvoir.

La crise de l'humanité est la **crise de la direction révolutionnaire**. Cela signifie que le fait qu'il y a chaque fois plus de faim, de morts et de destruction, est lié au manque d'une direction mondiale qui oriente les luttes des masses exploitées vers la destruction de l'impérialisme et le triomphe de la révolution ouvrière et socialiste. Pour ce motif, il n'y a pas de tâche plus importante que la construction de partis révolutionnaires nationaux et du parti ouvrier révolutionnaire mondial.

Rien de ce qui a été dit précédemment ne peut se faire, sans développer une **lutte à mort contre la bureaucratie** et pour la défense de la démocratie ouvrière, au niveau des syndicats et de toutes les organisations de luttes, ainsi que dans les Etats ouvriers qui viendraient à se construire à nouveau lorsque les travailleurs pourront prendre le pouvoir.

Et alors ?

Si tous défendent la même chose, pourquoi y a-t-il tant de partis et de groupes qui se disent trotskystes ?

Cette grande division trouve son origine dans la marginalité à laquelle nous avons été condamnés, comme trotskystes. La Quatrième Internationale n'a jamais pu se transformer en une grande organisation de masses. Trotsky était le dernier chaînon qui faisait le lien avec la tradition révolutionnaire de 1917. Toute cette expérience a disparu avec son assassinat. La Quatrième Internationale a dû faire face à la persécution tant du nazisme que du stalinisme sans son principal dirigeant, et elle est sortie de la II^{ème} Guerre mondiale avec ses rangs décimés. La nouvelle direction, jeune et inexperte, a commis de grandes erreurs (certaines d'entre elles très graves) qui

ont mené à la désintégration et à la dispersion du trotskysme.

D'autre part le stalinisme est sorti renforcé de la guerre, à la tête de l'URSS. Il est apparu aux travailleurs comme le constructeur du socialisme, alors qu'il diffusait en même temps au niveau mondial une grande campagne de calomnies contre les trotskystes, ce qui approfondissait le processus de dispersion.

Aujourd'hui, le mensonge du stalinisme a été mis à nu [...] mais les trotskystes continuent à être divisés. Dans certains cas, cela a à voir avec le sectarisme du passé et il faut faire tout ce qui est possible pour le dépasser. Mais cela ne nous semble pas être l'explication centrale. Pour nous, l'essentiel est que les décennies de domination staliniste, combinées avec la confusion provoquée par la chute du Mur de Berlin et la campagne permanente de l'impérialisme sur la « toute-puissante démocratie », ont influencé les principales organisations trotskystes. La conséquence est que, contrairement à ce qu'indique le programme trotskyste, on privilégie peu à peu les activités électorales. [...]

Ce n'est pas cela le trotskysme avec lequel nous nous identifions. Le trotskysme est la lutte pour le pouvoir ouvrier et non les issues bourgeoises face aux révolutions. Le trotskysme est synonyme de démocratie ouvrière et non d'impositions bureaucratiques. Le trotskysme est la promotion de la plus grande unité d'action pour faire face au gouvernement et à l'impérialisme, avec la plus grande ampleur pour construire les organismes de masses et non des petits groupes fermés qui divisent la lutte. Le trotskysme n'a rien à voir avec l'auto-proclamation sectaire de ceux qui se considèrent déjà comme la Quatrième internationale. Il est la recherche patiente (et pas seulement entre trotskystes) d'accords politiques, programmatiques et méthodologiques, qui permettent d'avancer dans la construction de la direction révolutionnaire avec laquelle puisse se résoudre la crise de l'humanité.